



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SÉCURITÉ (ESC)

Sous-commission sur la transition
et le développement (ESCTD)

RAPPORT DE MISSION

Skopje,
République de Macédoine du Nord

14-15 mars 2019

115 ESCTD 19 F | Original : anglais | 9 mai 2019

Ce rapport de mission est présenté uniquement à titre d'information et ne reflète pas nécessairement le point de vue officiel de l'Assemblée. Il a été établi par Paul Cook, directeur de la commission de l'économie et de la sécurité.

1. La République de Macédoine du Nord défend activement sa candidature d'adhésion à l'OTAN depuis de nombreuses années. Le litige avec la Grèce concernant son nom étant à présent résolu, elle est sur le point de devenir membre à part entière de l'Alliance. Les parlements de sept pays membres de l'OTAN ont d'ores et déjà ratifié le traité d'adhésion depuis la signature des protocoles au siège de l'Alliance en février 2019. Plusieurs autres devraient faire de même dans les mois à venir. La perspective de l'adhésion n'a pas seulement contribué à renforcer la transition démocratique de la République de Macédoine du Nord et le sentiment de sécurité dans les Balkans occidentaux, elle a aussi stimulé les investissements étrangers et donné une nouvelle impulsion à des réformes plus profondes. L'adhésion de la Macédoine du Nord à l'OTAN pourrait être un tremplin vers sa candidature à l'adhésion à l'Union européenne.

2. Les membres d'une délégation de parlementaires nationaux en visite à Skopje sous les auspices de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ont abordé ces questions et d'autres thèmes avec de hauts responsables du gouvernement, parmi lesquels Zoran Zaev, premier ministre ; Talat Xhaferi, président du Parlement ; Nikola Dimitrov, ministre des affaires étrangères ; Kreshnik Bekteshi, ministre de l'économie ; Radmila Shekerinska, ministre de la défense ; des ambassadeurs de pays membres de l'OTAN, ainsi que des parlementaires et experts, à l'occasion d'une visite exploratoire de deux jours, organisée les 14 et 15 mars 2019.

3. Des intervenants de la Macédoine du Nord et de la communauté diplomatique ont rappelé que l'accord de Prespa avait nécessité énormément de courage. En le signant, les dirigeants de Skopje et d'Athènes ont apporté de l'espoir à une région marquée depuis longtemps par des tensions nationales, ethniques et sectaires. Le ministre des affaires étrangères de la République de Macédoine du Nord, Nikola Dimitrov, a confié aux membres de la délégation qu'après les bouleversements de 2015-2016, son pays avait décidé d'assumer la responsabilité d'une série de problèmes, et estimé que l'accord de Prespa constituait un pas crucial dans ce sens.

4. Le premier ministre Zoran Zaev a indiqué à la délégation que l'adhésion de son pays aurait un impact très positif et renforcerait sa sécurité. L'adhésion, a-t-il ajouté, encouragera la communauté internationale à consacrer davantage d'attention aux conflits plus persistants dans la région, notamment les tensions permanentes entre Pristina et Belgrade, ou encore l'impasse politique et la crise institutionnelle en Bosnie-Herzégovine.

5. Le cap choisi est audacieux et politiquement risqué, mais ses bénéfices apparaissent déjà. Non seulement la signature du traité avec la Grèce a immédiatement ouvert la voie vers l'accession à l'OTAN de la Macédoine du Nord, mais elle a aussi généré des avantages économiques. Kreshnik Bekteshi, ministre de l'économie, a expliqué à la délégation que l'économie est à présent en croissance, bénéficiant d'un important afflux d'investissements étrangers directs depuis la signature de l'accord de Prespa. L'an dernier, note-t-il, le pays a attiré des investissements étrangers d'une valeur de 624,6 millions d'euros. Il a ajouté que ce chiffre devrait dépasser le milliard d'euros cette année.

6. La Macédoine du Nord reste cependant confrontée à des défis transitionnels de taille. La question du nom a longtemps bloqué la procédure d'accession à l'OTAN et à l'UE. Cela a freiné l'élan réformateur, avec pour conséquence des revers démocratiques et un regain de tensions interethnique, particulièrement flagrant lors de la crise politique de 2015-2016, lorsque la démocratie elle-même était clairement compromise. Mais d'autres problèmes persistent, notamment une corruption endémique, un système éducatif médiocre, une vaste économie parallèle, un exode constant de jeunes diplômés vers les pays de l'UE, sans oublier les lacunes du système juridique et judiciaire. D'après les experts du *Center for Research and Policy Making*, la Macédoine du Nord est très mal placée dans les classements PISA de

l'enseignement. Les étudiants de l'enseignement secondaire ont une très faible capacité à appliquer leurs connaissances dans des situations réelles, et leur niveau en sciences est nettement insuffisant. Il s'agit d'un problème grave, qui appelle des réformes plus efficaces.

7. Les dirigeants politiques de Skopje sont convaincus que la perspective réaliste d'une intégration euro-atlantique permettra au pays d'entamer des réformes plus larges et plus profondes pour résoudre ces difficultés. Le processus a déjà commencé par la création d'une commission parlementaire spéciale sur la corruption et une importante réforme du secteur de la sécurité. Désormais, il sera beaucoup plus difficile pour les forces de sécurité de pratiquer l'espionnage intérieur illégal, un problème apparu au grand jour en 2015. Selon les experts du *Center for Research and Policy Making*, la corruption est un problème aigu et persistant. L'indice de perception de la corruption de *Transparency International* classe la Macédoine du Nord à la 93^e place sur 180 pays, constatant un large écart entre les lois anticorruption et l'application effective de ces textes. La corruption politique se traduit par des abus de pouvoir, des conflits d'intérêts et des pratiques douteuses de financement des partis politiques et des campagnes électorales.

8. Le scandale des écoutes de 2015 (une agence de contre-espionnage a mis sur écoute illégale 20 000 lignes téléphoniques) a mis en lumière la nécessité d'une réforme complète du service de renseignement. Désormais, les écoutes téléphoniques ne sont plus permises sans l'autorisation préalable des tribunaux. Des réformes connexes sont en cours, dans le même but. La responsabilité du contre-espionnage sera retirée du ministère de l'Intérieur et soumise à un contrôle civil et parlementaire. L'affaire a aussi entraîné l'inculpation de plusieurs anciens dirigeants de haut niveau. L'ex-premier ministre Nikola Gruevski a lui-même été condamné à deux ans de prison pour corruption, mais la Hongrie lui a accordé l'asile politique.

9. Le fait que 80% des citoyens appuient les aspirations euro-atlantiques de leur pays devrait faciliter les réformes à venir, surtout si la Macédoine du Nord se voit décerner le statut de candidat au prochain sommet ministériel européen du mois de juin. Les observateurs qui ont rencontré la délégation ont souligné à plusieurs reprises le courage des dirigeants politiques de Skopje et d'Athènes. La volonté de résoudre les vieilles tensions, estiment-ils, a fait avancer le dossier de l'intégration de la Macédoine du Nord à l'OTAN et à terme, à l'UE. Les chefs de gouvernement de l'OTAN prendront une décision importante sur la candidature macédonienne à l'UE lors de la réunion du Conseil en juin prochain.

10. Le premier ministre Zaev et les ministres des affaires étrangères et de la défense ont tous joué un rôle déterminant à cet égard, de même que l'actuel président du Parlement. La Macédoine du Nord a aujourd'hui réglé tous les litiges qui existaient avec ses voisins, un processus qui a commencé par un accord avec la Bulgarie il y a deux ans. Les relations du pays avec ses voisins se sont nettement améliorées durant cette période. Mais la liste des évolutions critiques ne s'arrête pas là. Le Parlement, par exemple, a adopté une loi sur l'usage des langues, confirmant la place de l'albanais comme deuxième langue officielle. Cette mesure, qui prolonge l'accord-cadre d'Ohrid, fait beaucoup pour promouvoir la stabilité intérieure et les bonnes relations entre les groupes ethniques et religieux du pays. Le premier parti d'opposition traverse aussi des changements internes aussi profonds que positifs. C'est d'autant plus important que la démocratie de la Macédoine du Nord a besoin, pour prospérer, d'une opposition saine et forte.

11. La Macédoine du Nord est une petite économie très ouverte. Elle s'appuie sur un marché limité à 2 millions de consommateurs et sur un niveau de production relativement faible. L'économie nationale fait donc largement appel aux importations, en partie compensées par les transferts des Macédoniens vivant à l'étranger. Le PIB par habitant se situe aux environs de 4 700 euros, soit seulement 37 % de la moyenne européenne. Plus d'un tiers de la

population vit sous le seuil de pauvreté. Le chômage atteint environ 20 % mais l'économie parallèle omniprésente fausse les statistiques.

12. L'intérêt des investisseurs étrangers pour la Macédoine du Nord se développe, même s'ils sont potentiellement nombreux à attendre des améliorations structurelles avant de pénétrer le marché. À cause des troubles politiques du passé et d'un manque de possibilités, on assiste à une importante émigration à destination de l'Europe, avec pour effet une pénurie de jeunes travailleurs qualifiés.

13. L'Allemagne est un partenaire commercial essentiel pour la Macédoine du Nord, mais celle-ci développe aussi ses échanges avec certains de ses voisins. Depuis la signature de l'accord de Prespa, le commerce avec la Grèce a considérablement progressé. Aussi prévoit-on une transformation des liens entre les deux pays en matière de commerce, de tourisme, de transport et d'énergie.

14. Les progrès économiques dépendent de trois conditions : la consolidation de l'État de droit, le renforcement de la stabilité politique, et une amélioration dans la manière dont le gouvernement soutient les entreprises nationales. Avec les progrès de l'infrastructure de base, il sera primordial de créer des structures adéquates et efficaces de soutien aux secteurs informatique, agricole et textile. En Macédoine du Nord, le secteur agricole présente un potentiel, mais il reste très traditionnel et sous-capitalisé. Il faut aussi noter un grave problème de pollution et de sols empoisonnés. Cette situation provoquerait 1 800 décès par an selon le *Center for Research and Policy Making* de Skopje.

15. La formation professionnelle doit aussi s'améliorer. Des pays comme l'Allemagne soutiennent cet effort. De nouvelles réformes de la législation fiscale contribueront à générer les indispensables recettes, à minimiser les distorsions et à promouvoir les investissements étrangers.

16. L'entrée retardée dans l'OTAN a représenté un véritable revers pour la Macédoine du Nord, et à bien des égards, ce retard peut être attribué à de sérieux problèmes dans la transition du pays. En 2008, l'Albanie et la Croatie ont reçu une invitation à rejoindre l'OTAN. Peu après, l'Alliance a admis ces deux pays en son sein. Leur adhésion a galvanisé la transformation économique et politique. La Macédoine du Nord, quant à elle, contrainte de patienter dans la « salle d'attente » a souffert d'instabilité politique pour cette raison. Le pays a aujourd'hui l'occasion d'avancer plus vite dans ses réformes essentielles, y compris la réorganisation de ses agences de renseignement, qui posent problème depuis quelques années. En l'absence d'élections parlementaires à brève échéance, les dirigeants du pays disposent d'une fenêtre d'opportunité pour se pencher sur certains problèmes structurels délicats et persistants.

17. L'adhésion complète à l'OTAN aidera la Macédoine du Nord à assumer son rôle dans la région avec plus de confiance. Jusqu'à présent, le pays s'était concentré sur la défense nationale. Le gouvernement doit maintenant adopter une stratégie plus large, solidement ancrée dans la défense collective, un concept qui sous-tendra la planification militaire du pays. L'accession à l'OTAN exigera aussi de réelles contributions, en particulier l'adoption d'un plan d'action « état de préparation » et une participation notable à la structure de forces de l'Alliance. La participation aux opérations fera aussi partie du contrat. Le pays aura besoin de partenaires en formation et déploiement pour bénéficier de l'accès à certains services comme les transports stratégiques.

18. Cela dit, la Macédoine du Nord a déjà engrangé une expérience considérable en travaillant avec l'OTAN et en participant à diverses opérations. Ses forces armées ont pris part à 18 Plans d'action pour l'adhésion (MAP) et appris à travailler en liaison étroite avec les

membres de l'Alliance. Le pays a aussi contribué à de nombreux programmes de l'OTAN. L'armée est familière avec les évaluations de l'OTAN et possède certaines capacités de participation aux opérations de l'Alliance. La Macédoine du Nord a notamment déployé des troupes en Iraq, en Afghanistan, en Libye et en Bosnie-Herzégovine.

19. Sur le plan économique, certains observateurs s'inquiètent : l'environnement politico-économique du pays ne serait pas aussi souple qu'on veut bien le dire. La Macédoine du Nord occupe une place très enviable au classement « *Doing Business* » de la Banque mondiale, mais cette évaluation ne tient pas compte de certains problèmes cruciaux, en particulier celui de la corruption omniprésente, qui coûte cher et dissuade les investisseurs potentiels. Une des principales raisons pour lesquelles il est facile de faire des affaires dans le pays est que les activités commerciales sont pour la plupart concentrées à Skopje. Mais l'absence de contraintes administratives formelles sur les entreprises étrangères ne contrebalance que partiellement les problèmes que rencontrent systématiquement les investisseurs - comme la corruption par exemple. Cela dit, des réformes impressionnantes ont été engagées, notamment un guichet unique pour les licences d'activité ou un taux de taxation uniforme, réformes saluées par la Banque mondiale. L'Allemagne a beaucoup investi dans le pays, en particulier dans le secteur des pièces automobiles.

20. Ce que les investisseurs attendent avant tout, c'est un environnement politique stable et un cadre juridique fiable pour régir les activités commerciales. Mais en Macédoine du Nord, la corruption et le népotisme règnent encore à plusieurs niveaux. Le gouvernement cherche à y remédier par la réforme institutionnelle. Il doit aussi affronter un problème de capacité : la population ne dépasse pas 1,8 million, avec une sérieuse pénurie de compétences qui ne facilite pas le recrutement de personnes adéquates pour occuper les fonctions de supervision critiques au niveau de l'État, un problème exacerbé par l'émigration des jeunes.

21. Le rôle de la Russie en Macédoine du Nord a également été abordé durant la visite. Bien que le Kremlin détienne incontestablement des intérêts dans la région, l'implication russe en Macédoine du Nord est moins marquée qu'ailleurs. Les Russes cherchent des occasions de semer le trouble, et ils ne s'en privent pas en Macédoine du Nord. Lors des élections de 2016, la Russie a commencé à s'immiscer dans la politique intérieure, hautement volatile, via les réseaux sociaux et des communiqués de presse. Elle a ensuite attaqué l'accord de Prespa, accusant l'Ouest de l'avoir imposé. Le Kremlin affirmait aussi - à tort - que le changement de nom aurait dû être approuvé par le Conseil de sécurité de l'ONU. S'il est vrai qu'il existe de véritables forces politiques prorusses en Serbie et au Monténégro, il n'en va pas de même en Macédoine du Nord, même si la Russie a soutenu un minuscule parti pro russe, non représenté au parlement.

22. La Macédoine du Nord est très dépendante des énergies à forte teneur en carbone et des importations de gaz russe. Elle consomme de grandes quantités de charbon, une importante source de pollution, car elle ne dispose pas d'une infrastructure permettant d'acheminer d'autres sources d'énergie là où elles sont nécessaires. Les villes manquent encore d'infrastructures énergétiques critiques. Cela devra changer si l'on veut assurer la sécurité d'approvisionnement tout en réduisant les émissions de carbone.

23. Un thème abordé à plusieurs reprises portait sur les revers que la Macédoine du Nord a connus, en partie pour avoir séjourné longtemps dans la « salle d'attente de l'OTAN ». Maintenant que le pays avance vers une adhésion complète, le prochain défi (pour la Macédoine du Nord et l'Europe) consistera à ouvrir une vraie perspective d'adhésion à l'UE. Cela prendra du temps. Au stade actuel, le pays attend le feu vert du Conseil européen pour commencer à négocier les chapitres du processus d'adhésion. Une perspective réaliste d'adhésion de la Macédoine du Nord à l'UE est le seul moyen de garantir la poursuite des

réformes dans le pays. Plusieurs membres de l'UE hésitent cependant à adresser cette invitation maintenant, mais tous comprennent qu'il faudra plusieurs années pour traiter les différents chapitres de la négociation d'adhésion. Le processus est complexe et exigera des réformes considérables.

24. Le chef de la délégation de Macédoine du Nord auprès de l'AP-OTAN, Ilija Dimovski, a indiqué aux membres que de nombreux partis d'opposition avaient voté contre l'accord de Prespa pour des raisons identitaires et culturelles. Ces votes, explique-t-il, ne sont pas dirigés contre l'OTAN en tant que telle : tous les députés soutiennent l'adhésion à l'Alliance et sont impatients d'entamer les pourparlers d'adhésion à l'UE. C'est une position partagée par la majorité et l'opposition, ajoute-t-il.

25. Le parlement s'attaque aujourd'hui au problème de la corruption de manière plus systématique. Il a récemment installé une commission de supervision de sept membres pour affronter le phénomène. Des lois ont été votées pour lutter contre la corruption dans la fonction publique et même au niveau parlementaire. La nouvelle commission est autorisée à accéder aux comptes bancaires des élus.

26. Le ministre des affaires étrangères Nikola Dimitrov a déclaré à la délégation qu'il espérait voir son pays prendre part au sommet de l'OTAN de décembre en qualité de membre à part entière. L'Europe, déclare-t-il, souffre aujourd'hui d'incertitude stratégique. La Macédoine du Nord s'efforce d'arriver à plus de certitude pour jeter les bases de la stabilité et de la prospérité. L'adhésion à l'OTAN représente un pas important dans cette direction. Il ajoute que les élections présidentielles de cette année seront libres et justes, avec des observateurs internationaux pour en attester. L'optimisme qui entoure l'amélioration du climat politique et de la sécurité dans son pays, note-t-il, a eu un impact très favorable sur l'économie. La croissance s'accélère. En 2017, les investissements étrangers directs ont augmenté, passant à 624 millions d'euros.

27. Nikola Dimitrov a également fait remarquer que la Russie s'est vivement opposée à l'adhésion de la Macédoine du Nord à l'OTAN alors qu'elle n'y a aucune présence politique ou économique majeure. Le Kremlin a abondamment critiqué l'accord de Prespa dans des conférences de presse, mais les autorités russes semblent à présent accepter le fait accompli. Elles pourraient en conséquence chercher à développer une relation plus positive.

28. Pour M. Dimitrov, la Macédoine du Nord est le théâtre d'une lutte entre méritocratie et clientélisme, qu'il considère comme le plus gros défi à relever dans son pays. Il faudra absolument mettre en place des institutions plus fortes que n'importe quel dirigeant individuel. Le pays a fait la pénible expérience d'une politique alliant institutions faibles et hommes forts, et la population a rejeté sans ambiguïté ce modèle de gouvernance. C'est ce qui explique, aux yeux du ministre, la décision de créer une commission anticorruption au sein du parlement. Le débat historique a, selon lui, accaparé trop de temps et d'énergie politique, au détriment de la réflexion sur l'avenir. Le gouvernement doit à présent relever les défis structurels et institutionnels critiques, tels que l'État de droit, les soins de santé et l'emploi. Il conclut en rappelant que l'indice démocratique de l'*Economist* range la Macédoine du Nord dans le petit groupe de pays qui ont réalisé des améliorations notables sur des plans comme la liberté des médias et l'indépendance de la justice. Il est grand temps, estime-t-il, que l'Europe reconnaisse ces progrès et aide le pays à aller plus loin.

29. Quant au ministre de l'économie, Kreshnik Bekteshi, il a déclaré à la délégation que la Macédoine du Nord fait actuellement l'objet d'une importante procédure d'analyse de la part de l'UE. Il a aussi mentionné l'importante progression des investissements étrangers directs, qui pourraient dépasser le milliard d'euros en 2019. Bien que la Macédoine du Nord soit en

concurrence avec d'autres marchés émergents d'Asie, elle possède des atouts géographiques qui pourraient encourager des entreprises numériques opérant actuellement en Asie à déplacer certaines opérations dans les Balkans occidentaux, plus proches de leurs marchés de base. Avec la Banque mondiale et d'autres institutions, le gouvernement s'attache à améliorer les conditions d'accueil pour les start-ups. Il soutient le changement dans l'enseignement afin que le système éducatif réponde mieux aux exigences du marché.

30. Le chômage est passé de 30 % il y a dix ans, à 20 % actuellement. Mais le chômage des jeunes avoisine toujours les 40 %, ce qui explique leur exode. Les conditions macroéconomiques sont bonnes. Un des problèmes réside dans un important secteur informel qui emploie une partie des chômeurs officiels. Cette situation fausse les statistiques du gouvernement, prive l'État de recettes et sape son autorité. Le problème devra être abordé. Mais le chômage est aussi lié au décalage entre les compétences effectives des travailleurs et celles que le marché demande. Pour cette raison, la réforme de l'enseignement apparaît comme une condition vitale de la relance économique.

31. La Macédoine du Nord connaît une inflation relativement faible, aux alentours de 2 %, et un déficit budgétaire de moins de 2 %. La croissance fluctue entre 2,5 et 3 % par an, un taux plutôt bas vu les impératifs de convergence avec l'Europe.

32. En ce qui concerne les exportations, la Macédoine du Nord se comporte bien. Elle a enregistré d'importants progrès en la matière durant la dernière décennie. L'Union européenne reste son principal partenaire commercial. 80% des exportations macédoniennes partent pour les pays de l'UE, et 70 % de tous les échanges commerciaux se font avec l'Union. 70% des investissements proviennent de l'UE, de même que 80 % de l'aide étrangère. Plus de 80 % des Macédoniens considèrent que leur avenir est en Europe, sans concevoir d'autres choix. L'accord de stabilisation et d'association avec l'UE a contribué à ouvrir d'autres marchés européens aux producteurs de Macédoine du Nord. Le déficit commercial avec l'UE est en train de se résorber. La Macédoine du Nord affiche avec l'Allemagne un excédent commercial largement dû à son rôle important dans la fabrication de pièces destinées à l'industrie automobile allemande.

33. L'UE apporte actuellement à la Macédoine du Nord une aide annuelle de 100 millions d'euros. La majeure partie de cette assistance est consacrée à des projets environnementaux, notamment la construction de stations d'épuration des eaux usées et d'autres installations de traitement des déchets dont le pays a besoin pour se conformer aux normes environnementales européennes de base. Les autres grandes priorités de l'UE concernent l'infrastructure de transport (notamment une grande autoroute vers la Grèce et une ligne ferroviaire vers la Bulgarie), la prévention des inondations et la construction d'écoles. L'Europe aide aussi le pays à gérer la crise de la migration et à renforcer les contrôles frontaliers.

34. Du point de vue de nombreux responsables occidentaux, la Macédoine du Nord est une vraie réussite dans la région. Sa population a adhéré aux réformes et à l'intégration euro-atlantique, et elle a compris les liens essentiels qui unissent ces deux ambitions. Le pays a réglé des litiges avec ses voisins et créé les conditions d'une vocation euro-atlantique. Le sommet européen de juin 2019 sera déterminant. L'Europe aura l'occasion de prendre acte des progrès réalisés tout en encourageant de nouvelles réformes et une intégration plus poussée. La Commission européenne va rédiger à ce sujet un rapport qui sera présenté en mai 2019, avec une feuille de route des réformes prioritaires. Les États membres décideront ensuite s'il convient d'inviter la Macédoine du Nord à entamer le processus long et ardu des négociations d'adhésion.

35. Sur le plan de l'énergie, la Macédoine du Nord est signataire du traité instituant la communauté de l'énergie entre l'UE et certains États candidats à l'adhésion. En ce sens, la Macédoine du Nord applique sans réserve le principe du marché énergétique intérieur, de la concurrence et de l'accès de tiers aux pipelines. On ne peut en dire autant de tous les États de la région. Actuellement, la Macédoine du Nord est très tributaire du charbon brun (lignite) et doit développer considérablement le recours aux énergies renouvelables. Elle possède aussi une certaine capacité hydroélectrique, et il existe un potentiel de développement de l'industrie solaire (photovoltaïque). Il y a beaucoup à faire pour améliorer l'efficacité énergétique car nombreux sont les bâtiments qui continuent de gaspiller l'énergie.

36. Le premier ministre de Macédoine du Nord, Zoran Zaev, a noté le rôle important des parlements des membres de l'OTAN dans la ratification du traité d'adhésion et espère que le processus sera achevé à temps pour le sommet de Londres. Son pays, ajoute-t-il, s'attache à aligner ses services de renseignement sur les normes OTAN. Il a adopté de nouvelles lois pour réformer le système judiciaire et lutter contre la corruption. Il a également promulgué une loi sur les médias qui leur garantira une plus grande indépendance vis-à-vis des partis politiques. Ces changements s'appuient sur une concertation permanente avec la société civile. Le premier ministre a fait le lien entre l'accélération de la croissance économique et la perspective de l'adhésion à l'OTAN, qui contribuera à apporter la stabilité et jettera les bases de nouvelles réformes. La Macédoine du Nord, a-t-il expliqué, est devenue un modèle pour les pays de la région qui ont encore du mal à réaliser leur transition et à occuper leur place dans l'ordre européen et international.

37. Zoran Zaev a également évoqué le problème de l'émigration, à l'origine d'une pénurie de compétences dans le pays. Le gouvernement est déterminé à trouver des solutions pour inciter les jeunes gens talentueux à rester. Une de ces solutions consiste à encourager les investissements étrangers. Des zones commerciales spéciales ont été créées pour attirer ces investisseurs. Autre élément important à cet égard, la réforme de l'enseignement. Le premier ministre a par ailleurs rappelé la nécessité de réformer le système judiciaire, à la fois pour stabiliser l'ordre démocratique et pour créer le climat de confiance dont le développement économique a grand besoin.

38. La délégation a clôturé sa visite par une rencontre avec la ministre de la défense, Radmila Shekerinska. Celle-ci a déclaré que le fait d'avoir pris part à 18 MAP, ainsi qu'à de nombreuses missions de l'OTAN, a contribué à préparer les forces armées du pays et ses dirigeants politiques à l'accession à l'OTAN. Elle a souligné que, lorsqu'elle sera devenue membre à part entière de l'Alliance, la République de Macédoine du Nord sera un fournisseur de sécurité, un engagement que le pays prend très au sérieux. Elle a fait remarquer que son pays accueillera cet été un exercice militaire de l'OTAN de grande envergure et prévoit d'atteindre d'ici 2024 l'objectif de 2 % du PIB en dépenses militaires. Mme Shekerinska a insisté auprès des membres de la délégation pour relayer ces informations à leurs parlements nationaux, en vue de la ratification du traité d'adhésion.

39. Mme Shekerinska a expliqué que le gouvernement russe a soutenu que l'adhésion de la Macédoine du Nord à l'OTAN constituerait un acte d'hostilité. Elle a réfuté ces affirmations, notant que le voisin oriental de son pays est déjà membre de l'Alliance : l'adhésion de la Macédoine du Nord ne signifie donc pas une volonté d'étendre l'OTAN vers l'Est comme le prétend la Russie. Le grand exercice militaire de juin, a-t-elle ajouté, verra la participation de forces américaines. Cet événement majeur illustrera ce que la Macédoine du Nord peut apporter à la sécurité collective. La ministre note que le ministère de la défense s'attache à mettre en place un haut degré d'interopérabilité avec l'OTAN, notamment en prenant une part très active à la planification de la défense. Le ministère cherche aussi à développer plusieurs compétences militaires spécialisées, afin d'apporter à l'OTAN une contribution unique et

appréciée. Il est par exemple prêt à prêter son concours dans le domaine de la formation à la guerre biologique et il a créé un centre d'excellence en relations publiques. Le champ d'action du centre sera élargi pour lui permettre de traiter aussi les menaces et défis hybrides. Enfin, la ministre précise qu'à ce jour, les femmes ne représentent que 10 % des forces armées, ajoutant que la tendance évolue cependant à la hausse. Le ministère de la défense a récemment organisé une conférence sur les femmes dans l'armée. On prévoit un net renforcement du rôle des femmes dans les forces armées nationales au cours des prochaines années.
